

Document d'Information

Programme des deux jours

Jour	Heure	Activité / Sujet	Participants / Proposants	Points clés principaux
Samedi 29 nov	09:30	Tours d'inclusion et accueil		
Samedi 29 nov	10:00	Présentation des propositions	Henri, Guy, Jean-Noël, Denis, Thibault	Avantages comparés des propositions, financement et montants détaillés
Samedi 29 nov	11:00	Discussions sur évolution du travail produit par Thibault		Amorce des discussions sur stratégie et objectifs, consolidation des travaux
Samedi 29 nov	12:30	Déjeuner		
Samedi 29 nov	14:00	STRATEGIE ET OBJECTIFS DU RAPPORT (discussions)		Choix des propositions à promouvoir, stratégie de communication, format du rapport
Samedi 29 nov	15:30	Pause		
Samedi 29 nov	16:00	STRATEGIE ET OBJECTIFS DU RAPPORT (synthèse)		Identification et tramage d'une option de compromis à préciser
Dimanche 30 nov	09:30	Tours d'inclusion et accueil		
Dimanche 30 nov	10:00	STRATEGIE ET OBJECTIFS DU RAPPORT (validation)		Décision collective sur la forme et les propositions étudiées
Dimanche 30 nov	11:30	Next steps et organisation (discussions)		Réflexion sur rétroplanning, équipe de rédaction, gouvernance
Dimanche 30 nov	12:30	Déjeuner		
Dimanche 30 nov	14:00	Next steps et organisation (synthèse)		Synthèse des options et compromis
Dimanche 30 nov	15:30	Next steps et organisation (validation)		Mise à jour échéancier, définition des rôles
Dimanche 30 nov	16:30	Tour de clôture		

Synthèse Exécutive

Ce document d'information synthétise les débats, propositions et décisions stratégiques concernant l'élaboration d'un rapport sur le revenu de base. Les discussions ont révélé une diversité d'approches, allant de réformes incrémentales à des refontes systémiques, tout en aboutissant à une feuille de route structurée pour la suite du projet.

Quatre axes principaux se dégagent :

La Structure de Financement et de Gestion

Un débat fondamental a eu lieu sur la création d'une caisse autonome pour gérer le revenu de base, inspirée du modèle de la Sécurité Sociale. Les arguments en faveur incluent la transparence, la sanctuarisation des fonds et une symbolique forte de droit social. Les contre-arguments soulignent les risques de bureaucratie, un déficit démocratique et la vulnérabilité face au contrôle de l'État. Un groupe de travail a été formé pour évaluer trois options : une caisse séparée, une caisse rattachée à la Sécurité Sociale, ou une gestion via le budget de l'État.

Le Scénario Central et la Pluralité des Modèles

Face à la diversité des propositions de financement et de montants, il a été décidé de concentrer les efforts sur un “scénario prioritaire”. Ce scénario, basé sur les travaux de Guy et Thibault, vise un montant significatif (environ 1100€) financé principalement par une contribution sur les revenus et une taxe sur l’actif net (TANE). Il sera présenté sous forme de “paliers” ou étapes intermédiaires, incluant des réformes comme l’automatisation du RSA. D’autres propositions seront intégrées dans le rapport sous forme d’annexes ou de financements complémentaires, assurant la représentation de toutes les sensibilités du mouvement.

La Stratégie de Diffusion

Une stratégie en deux temps a été adoptée pour le rapport. Une première phase de “crash test” privé auprès d’experts, d’associations et de responsables politiques permettra d’affiner le contenu et d’anticiper les critiques. Une seconde phase de communication publique visera une diffusion large via les médias, les influenceurs et des événements dédiés comme des tables rondes. L’objectif est de produire un document d’une grande rigueur technique pour asseoir sa crédibilité, tout en développant des supports de communication simplifiés pour le grand public.

La Gouvernance du Projet

L’organisation du projet a été restructurée pour passer d’une chefferie centralisée à une gouvernance plus collaborative et autogérée. Deux groupes principaux de rédaction-relecture ont été formés : l’un pour la partie narrative et argumentative (“partie 1”) et l’autre pour la partie technique et chiffrée (“partie 2”). Un calendrier précis a été établi, avec des échéances clés en janvier et février, visant une première version du rapport pour l’Assemblée Générale de fin février.

1. La Question d’une Caisse Autonome

Un débat approfondi a porté sur la pertinence de créer une nouvelle entité juridique, une “caisse” séparée, pour collecter les financements et distribuer le revenu de base, sur le modèle de la Sécurité Sociale.

Arguments en Faveur d’une Caisse Séparée

- **Philosophie et Symbolique** : La création d’une caisse s’inscrirait dans la tradition de la Sécurité Sociale, positionnant le revenu de base comme un droit social fondamental géré par les cotisants, plutôt qu’une aide issue de la charité publique ou de l’arbitraire budgétaire de l’État. Elle permettrait une gestion paritaire, sortant d’une logique de moyens (l’État finance ce qu’il peut) pour une logique de besoins.
- **Transparence et Non-affectation** : Une caisse dédiée garantirait que les recettes soient fléchées vers le revenu de base, contournant le principe de non-affectation des recettes de l’État (prévu à l’article 40 de la loi organique relative aux lois de finances). Cela apporterait une clarté politique et éviterait que les fonds ne soient dilués dans le budget général.
- **Marketing et Communication** : L’existence d’une caisse distincte serait un argument marketing puissant, démontrant que le revenu de base ne pèse pas directement sur le budget de l’État et qu’il s’agit d’une redistribution horizontale.
- **Efficacité de Gestion** : Le coût de fonctionnement de la Sécurité Sociale (3%) est cité comme un modèle d’efficacité par rapport aux mutuelles (30%) ou à d’autres structures privées comme l’ancien RSI.

Arguments Contre et Risques Associés

- **Bureaucratie** : La création d’une nouvelle structure administrative (“un machin de plus”) pourrait engendrer une bureaucratie lourde et coûteuse.
- **Déficit Démocratique** : La légitimité démocratique d’une gestion paritaire est remise en question. Le taux de participation aux élections paritaires est bien plus faible qu’aux élections politiques. Il est souligné que la “démocratie sociale” n’est pas “plus vertueuse” que la démocratie politique et peut aussi être un lieu de “carriérisme”. La gestion de sommes aussi importantes devrait relever des représentants élus du peuple, base du parlementarisme.
- **Contrôle de l’État** : Même séparée, la caisse resterait sous le contrôle de l’État, qui pourrait à tout moment décider de “l’affamer” en réduisant ses sources de financement ou de la “déséparer” par voie législative.

- **Défis Techniques et Financiers** : Une caisse séparée ne pourrait pas être en déficit, contrairement à l'État. Elle nécessiterait un fonds de roulement initial important pour s'amorcer et gérer les fluctuations, ce qui représente un budget supplémentaire. Elle imposerait également de collecter les cotisations avant de redistribuer les allocations pour éviter les trous de trésorerie.

Décision : Création d'un Groupe de Travail

Face à la complexité du sujet et l'absence de consensus, il a été décidé de former un groupe de travail pour analyser en profondeur trois options et présenter leurs avantages et inconvénients.

- Option 1 : Une caisse totalement séparée.
- Option 2 : Une caisse rattachée à la Sécurité Sociale existante.
- Option 3 : Pas de caisse, gestion intégrée au budget de l'État.

La restitution des travaux de ce groupe est fixée au 14 janvier.

2. Modèles de Revenu de Base et Points de Débat Techniques

Plusieurs propositions détaillées ont été présentées, révélant des approches distinctes en termes de montant, de financement et de philosophie.

Synthèse des Propositions

Montant Indicatif (Adulte)	Sources de Financement Principales	Principes Clés
Guy 1100 €/mois (+ montants pour enfants)	Contribution de 27% sur le revenu brut, Taxe sur l'Actif Net (TANE) de 1%, réaffectation des cotisations familiales et d'une partie de la TVA.	Redistribution horizontale, substitution aux aides sociales, opération neutre pour l'État, renforcement de la Sécurité Sociale.
Jean-Noël 1200 €/mois (imposable)	TVA à taux unique de 20% (400 Md€), TANE progressive (jusqu'à 5%+), suppression des aides aux entreprises (200 Md€).	Caisse appartenant aux cotisants et indépendante de l'État. Rend toute la population imposable.
Henri 367 €/mois (en plus des aides existantes)	TANE de 2% sur l'actif net privé (après un abattement de 20% pour évasion).	Approche incrémentale, simplicité maximale (pas de réforme de l'existant), communication facile, évitement des levées de bouclier politiques.
Étienne Variable (dividende citoyen)	Création d'un fonds souverain abondé par 10% des parts des entreprises recevant des aides de l'État.	Revenu de base indexé sur la production, mécanisme de contrepartie aux aides publiques, mise en place rapide.
Denis De l'ordre de 1000 €/mois (revenu de base significatif)	Taxation sur le patrimoine (principal financement). Suppression de la taxation sur la succession et la transmission en cas de mise en place d'une Taxe sur l'Actif Net (TANE).	Système équilibré et crédible à l'instant T, présenté en dynamique pour montrer changement de comportements, réduction du déficit sur 3, 5, 10 ans.
Thibault De l'ordre de 1100 €/mois (proche du scénario central de Guy)	Taxe sur l'Actif Net (TANE) à 2 %, imposition sur le revenu plus élevée (32 % vs 27 % chez Guy). Réflexions sur mécanismes alternatifs, notamment monnaie fiscale.	Accent sur la crédibilité macroéconomique et contraintes européennes.

Débats Techniques et Points de Vigilance

Les discussions ont soulevé plusieurs défis techniques majeurs communs à la plupart des propositions.

- **Fuite des Capitaux** : Une TANE à un taux élevé provoquerait une fuite massive des capitaux, surtout financiers mobiles. La libre circulation des capitaux en UE aggrave ce risque. Une perte de 20% de la base taxable est une hypothèse prudente.

- **Immigration Intra-Européenne** : Un revenu de base élevé créerait un appel d'air pour les citoyens venant de pays à salaires plus bas, menaçant la pérennité du système.
- **Augmentation des Prélèvements Obligatoires** : La mise en place d'un revenu universel pourrait augmenter significativement le taux de prélèvements obligatoires, jusqu'à 20 points de PIB.
- **Complexité Fiscale** : Suppression d'aides aux entreprises, réaffectation de TVA et cotisations, et problème de la "trappe à bas salaires" doivent être adressés.
- **Définition du Seuil de Pauvreté** : Le seuil à 60% du revenu médian serait à redéfinir sur la base des dépenses incontournables.

3. Stratégie de Diffusion du Rapport

Une stratégie de communication a été définie en deux phases :

Approche en Deux Phases

- **Phase 1 (Privée)** : Après l'AG de février, un "crash test" auprès d'économistes, universitaires, associations, et partis politiques pour améliorer le rapport.
- **Phase 2 (Publique)** : Déploiement d'une campagne large vers septembre 2026, ciblant médias traditionnels, alternatifs, et influenceurs.

Interlocuteurs et Cibles

- Politiques : Partis de gauche, centre, LIOT.
- Experts : Économistes comme Thomas Piketty.
- Société Civile : Associations sur droits LGBT, écologie, etc.
- Médias et Influenceurs : Presse, Blast, YouTubeurs pour créer un buzz.

Débat sur l'Adaptation Politique

- Pragmatisme (Bertrand) : Adapter la proposition pour maximiser chances d'adoption.
- Rigueur (Antoine, Éric) : Maintenir l'ambition et la faisabilité sans autocensure.

4. Gouvernance et Calendrier du Projet

Nouvelle Organisation

Le pilotage passe d'un modèle centralisé à un modèle décentralisé et autogéré.

Groupe/Équipe	Rôle Principal	Membres Pressentis / Volontaires
Équipe Rédaction (Partie 1)	Rédaction narrative et argumentative	Étienne, Angélica, Guy, Virginie, Patrick, Bertrand
Équipe Rédaction (Partie 2)	Rédaction technique, chiffrée, annexes	Thibault, Guy, Jean-Noël, Éric, Henri, Denis, Patrick, Bertrand, Étienne, Marc Wolf
Groupe de Travail "Caisse"	Étude des options de gestion	Henri, Guy, Jean-Noël, Denis, Patrick
Équipe "Simulateur"	Développement du configurateur en ligne	Fabien, Henri
Coordination	Soutien logistique, organisation, suivi échéances	Antoine

Calendrier Prévisionnel

Échéance	Jalon
14 Janvier	Restitution du groupe de travail sur les caisses

Échéance	Jalon
11 Février	Finalisation V1 parties 1 et 2
Fin Février (AG)	Présentation V1, organisation phase 1 (crash test)
Mars - Mai 2026	Phase 1 : Crash test auprès des interlocuteurs ciblés
Mai 2026 (Camp de Printemps)	Analyse des retours, définition des ajustements
Été 2026	Finalisation rapport, mise en forme, développement simulateur
Septembre 2026 (Camp d'Automne)	Validation finale, lancement phase 2 (communication)

Décisions Stratégiques sur le Rapport

- **Scénario Prioritaire** : Rapport centré sur un scénario principal financier bouclé, décliné en étapes intermédiaires.
- **Format** : Document exhaustif, sans limite de pages, mis à jour annuellement, avec résumé exécutif et simulateur en ligne.
- **Paliers Intermédiaires** : Attention portée à des étapes crédibles et faisables, comme l'automatisation et universalisation du RSA.